



Droits et Démocratie

Centre international des droits de la personne
et du développement démocratique

RAPPORT ANNUEL 1999-2000

**Apela ante tribunal
para salir de Perú**

Además, deberá pagar una reparación civil de 1.000 millones de nuevos soles por el daño moral que sufrió al ser privado de su libertad. El juez ordenó que se le permita salir del país, pero que debe pagar una fianza de 1.000 millones de nuevos soles.

...do continúa campaña por "rescatar la democracia" en masivo...

Free-trade deal ignores human rights, activists say

Chiapas : une dernière chance au dialogue

Rapport annuel 1999-2000



Droits et Démocratie

Centre international des droits de la personne
et du développement démocratique

1001, boul. de Maisonneuve Est
11^e étage
Montréal (Québec) H2L 4P9
CANADA
Tél. : 1 (514) 283-6073
Télec. : 1 (514) 283-3792
Courriel : ichrdd@ichrdd.ca
Site Web : www.ichrdd.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, troisième trimestre 2000.
Bibliothèque nationale du Canada, troisième trimestre 2000. ISBN : 2-922084-27-2
Graphisme : Laperrière Communication
Imprimé au Canada

histoire et mandat

En 1988, le Parlement canadien a décidé de créer un organisme non partisan investi d'un mandat international pour encourager et appuyer les valeurs universelles des droits humains, ainsi que la promotion d'institutions et de pratiques démocratiques partout dans le monde.

Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, maintenant connu sous le nom de Droits et Démocratie, a officiellement ouvert ses portes en octobre 1990. Il travaille de concert avec les individus, les organisations et les gouvernements, tant au Canada qu'à l'étranger, afin de promouvoir les droits humains et démocratiques tels que définis dans la *Charte internationale des droits de l'homme*.

Bien que son mandat soit très large, Droits et Démocratie articule son travail autour de quatre thématiques : le développement démocratique, les droits des femmes, la mondialisation et les droits humains, et les droits des peuples autochtones. Il amorce et appuie des projets de promotion des droits humains et du développement démocratique et renforce la capacité de ses partenaires à faire de même.

Droits et Démocratie est bien placé pour faciliter le dialogue entre les représentants du gouvernement et les organisations non gouvernementales au Canada et à l'étranger. C'est un des rares organismes jouissant de la crédibilité nécessaire pour jouer ce rôle d'intermédiaire.

Défense des droits : sensibiliser l'opinion publique et réclamer des changements de politiques en ce qui concerne la promotion et la défense des droits humains et le développement démocratique.

Renforcement des capacités : permettre aux organisations de la société civile de réaliser leurs objectifs en matière de droits humains et de développer des pratiques et des institutions démocratiques.

La majeure partie du financement de Droits et Démocratie provient du budget d'aide au développement de l'Agence canadienne de développement international. L'exercice financier commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante. Chaque année, le président ou la présidente du Conseil d'administration remet un rapport des activités de Droits et Démocratie au ministre des Affaires étrangères, qui à son tour le dépose au Parlement. Le vérificateur général du Canada examine tous les ans les comptes et les transactions de l'organisme.

Droits et Démocratie jouit d'un statut consultatif (catégorie II) auprès du Conseil économique et social de l'ONU et figure sur la liste spéciale d'ONG de l'Organisation internationale du travail. Organisme sans but lucratif, il accepte les dons de charité. Numéro d'enregistrement : 0808345-59.

message de la présidente du conseil d'administration



Droits et Démocratie fête cette année son 10^e anniversaire, et nous célébrons l'événement fiers et satisfaits de l'excellent travail accompli au cours de la dernière décennie. En même temps, nous reconnaissons que nous devons nous adapter à la situation des droits humains qui évolue rapidement. Au cours des 12 derniers mois, nous avons apporté d'importants changements à notre organisation qui, nous espérons, amélioreront notre efficacité tout en renforçant notre présence au Canada.

Il me fait plaisir d'annoncer que nous avons changé notre nom, notre logo, notre adresse ainsi que la présentation de notre bulletin, *Libertas*. Notre conseil d'administration, lui, pour la première fois en quatre ans, est au grand complet avec 13 membres. Par ailleurs, nous avons une nouvelle liste d'experts ainsi qu'un programme de bénévoles, et nous avons apporté des changements fondamentaux à notre programmation dont le moindre n'est certes pas la création d'un fonds d'action urgente.

Plusieurs personnes de grande valeur ont rejoint les rangs du Conseil d'administration. J'ai eu l'honneur et le grand plaisir d'accueillir parmi nous Harry W. Arthurs, Lydia A. Hwitsum, Robert Pace, Suzanne Laporte, Juan E. Mendez et Michel Corbeil. Nous remercions le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international, Lloyd Axworthy, pour ces excellentes nominations qui tombent à point et pour avoir comblé tous les postes vacants au Conseil. Nous avons malheureusement dû dire au revoir à Irwin Cotler, qui a pris le chemin de la Chambre des Communes à titre de député, et à Huguette Labelle, qui a terminé son mandat. Ils nous manqueront beaucoup tous les deux et nous tenons à leur exprimer toute notre gratitude pour leur précieuse contribution et leur dévouement.

Notre nouveau programme de bénévoles et notre nouvelle liste d'experts renforceront nos liens avec la communauté et nous donneront accès à des spécialistes en matière de droits humains, de démocratie et de développement dans des domaines où nous manquons d'expertise ou lorsque nous recherchons des points de vue différents. Par ailleurs, la rencontre annuelle de réflexion, maintenant à sa deuxième année, nous permet de rencontrer des experts provenant des milieux gouvernemental et universitaire, de la communauté des ONG, de fondations et de la communauté autochtone pour discuter de thématiques, de stratégies, de sujets d'intérêt commun et d'autres questions associées aux droits humains et au développement de la démocratie.

Un mot, pour finir, sur nos nouvelles orientations. L'automne dernier, le Conseil d'administration a décidé que Droits et Démocratie devait modifier son approche en subordonnant sa programmation régionale, et en supprimant certaines activités, pour accorder la priorité à ses quatre thématiques : développement démocratique, droits des femmes, mondialisation et droits humains, et droits des peuples autochtones. En outre, nous avons mis sur pied un mécanisme d'intervention d'urgence et d'importantes occasions doté d'un budget conséquent, grâce à la réorganisation de nos priorités. Quatre comités de surveillance formés de membres du Conseil examineront le travail effectué autour des quatre priorités thématiques et seront régulièrement informés des activités du comité d'action urgente. Ces mesures nous donneront la flexibilité nécessaire pour assurer une présence critique plus efficace, particulièrement lorsque surviennent de graves violations des droits humains ou lorsque se présentent des occasions cruciales à court terme.

Nous espérons que ces mesures aideront Droits et Démocratie à poursuivre son indispensable travail pendant les 10 années qui viennent et plus encore.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Kathleen Mahoney'. The signature is fluid and cursive, written on a white background.

La présidente du Conseil d'administration, Kathleen Mahoney

conseil d'administration

Présidé par Warren Allmand depuis février 1997 (et par Edward Broadbent de 1989 à 1996), Droits et Démocratie est administré par un conseil comptant 13 membres nommés par le gouverneur en conseil, et dont trois sont originaires de pays en développement. D'éminents défenseurs des droits humains, comme le prix Nobel de la paix Oscar Arias, Asma Jahangir, du Pakistan, et Cecilia Medina, du Chili, ont déjà siégé au Conseil. Les personnes qui occupent actuellement cette fonction sont Willy Munyoki Mutunga, du Kenya, Kamal Hossain, du Bangladesh, et Juan E. Mendez, originaire d'Argentine.

ASSIS (DE GAUCHE À DROITE) :

David Matas, avocat à Winnipeg, Canada, et ancien président du Conseil canadien pour les réfugiés.

Kathleen Mahoney, présidente du Conseil d'administration. Professeure de droit et spécialiste des droits humains à l'Université de Calgary, Canada.

Warren Allmand, président de Droits et Démocratie, avocat et ancien solliciteur général du Canada.

Thérèse Paquet-Sévigny, vice-présidente du Conseil d'administration, ancienne secrétaire générale et conseillère principale auprès d'ORBICOM, le réseau international des chaires de l'UNESCO et de leurs membres associés, basé à Montréal, Canada.

DEBOUT (DE GAUCHE À DROITE) :

Kamal Hossain, président du Bangladesh Legal Aid and Services Trust, et rapporteur spécial des Nations Unies pour l'Afghanistan.

Willy Munyoki Mutunga, avocat, directeur général de la Commission des droits de la personne du Kenya et coprésident de la Coalition des citoyens pour une réforme constitutionnelle.

Robert Pace, président et directeur général de Pace Group Ltd., une société qui possède plusieurs entreprises dont Maritime Broadcasting Systems à Halifax, Canada.

Iona Campagnolo, ancienne membre du cabinet fédéral et actuellement présidente du conseil du Fraser Basin Council à Vancouver, Canada.

Harry W. Arthurs, ancien doyen de la Osgoode Hall Law School, actuellement professeur de droit et de sciences politiques à l'Université York à Toronto, Canada.

Suzanne Laporte, ancienne ambassadrice du Canada dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, actuellement sous-ministre adjointe des ressources humaines au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa, Canada.



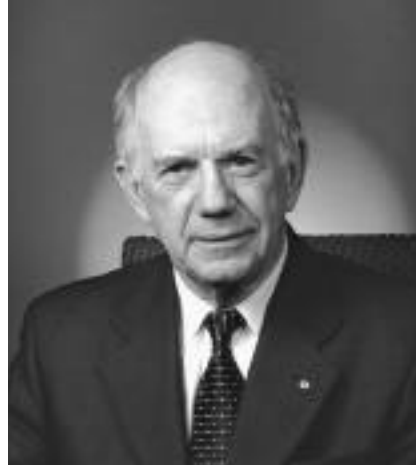
ABSENTS :

Michel Corbeil, prêtre jésuite et militant communautaire, cofondateur de Salut, le Monde!, ainsi que de la Fondation Jeunes et Sociétés à Montréal, Canada.

Lydia A. Hwitsum, chef élue des tribus Cowichan sur l'île de Vancouver, Canada, et membre du conseil d'administration de Tale'awtxw Aboriginal Capital Corporation.

Juan E. Mendez, ancien directeur administratif de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, actuellement professeur de droit à l'Université Notre Dame, en Indiana, aux États-Unis.

message du président



En ce début de millénaire, la communauté des défenseurs des droits humains doit relever des défis majeurs : l'écart entre les riches et les pauvres s'élargit, les conflits armés ravagent des pays déjà fragiles et de nombreux États luttent pour effectuer une transition pacifique et légitime vers la démocratie. La mondialisation a transformé les relations internationales d'une façon qu'il aurait été difficile d'imaginer lorsque notre organisme a été créé, en 1988. Bien qu'on entende beaucoup de discours en faveur des droits humains, la réalité est tout autre : les gouvernements oublient trop souvent leurs obligations internationales au profit d'intérêts commerciaux et politiques.

Au cours du dernier exercice, Droits et Démocratie a entrepris plus de 117 projets destinés à des pays en voie de développement. En collaboration avec des partenaires canadiens et internationaux, nous avons pu, grâce à ces projets, défendre les principes de la *Charte internationale des droits de l'homme* et consolider la capacité des citoyens à promouvoir les droits humains et les institutions démocratiques.

Compte tenu des inquiétudes soulevées par le processus d'intégration continentale des Amériques, Droits et Démocratie s'est employé à promouvoir la transparence et la participation populaire au processus décisionnel. Nous sommes intervenus en faveur du renforcement du système de droits humains à l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que de la ratification par le gouvernement canadien de la Convention américaine des droits de l'homme. Nous avons cherché à promouvoir l'accès des peuples autochtones des Amériques à l'OEA de même qu'aux Nations Unies, et avons participé au groupe de travail de l'ONU sur le projet de déclaration des droits des peuples autochtones. Nous avons fait pression auprès du gouvernement canadien, par des conférences de presse, des interventions publiques et la publication d'articles, pour dénoncer le retrait du Pérou de la Cour interaméricaine.

Droits et Démocratie a aussi contribué à donner à un certain nombre de dossiers internationaux une plus grande visibilité au Canada : le rétablissement de la démocratie en Haïti, au Pérou et en Birmanie, le processus de paix en République démocratique du Congo, la ratification du Statut de Rome pour une Cour pénale internationale et la promotion des droits humains dans les accords commerciaux internationaux.

Nous avons axé notre travail de lobbying, lors de la 56^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, sur l'absence de blâme contre la Chine, où la situation des droits humains continue de se dégrader, sur la nécessité de promouvoir les droits humains dans les accords commerciaux, et sur l'adoption d'une résolution concernant les droits des femmes en matière de propriété foncière, de propriété personnelle et d'accès à un logement convenable.

Cette année, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique a renouvelé son image et déménagé dans de nouveaux locaux. Notre nom – Droits et Démocratie – est plus court et nous décrit bien. Notre nouveau logo nous identifie clairement en tant qu'organisation canadienne.

Je tiens à remercier nos partenaires des droits humains au Canada et à l'étranger qui luttent chaque jour pour défendre la liberté, la justice et la paix dans le monde. Nous admirons et nous apprécions leur courage et leur coopération.

Notre travail en faveur des droits humains demeure absolument vital dans le monde complexe d'aujourd'hui. L'expérience que nous avons acquise au cours de la dernière décennie nous permet de continuer d'assumer le leadership afin de trouver des solutions aux difficiles problèmes liés aux droits humains. Dix ans après notre création, c'est avec confiance et enthousiasme que nous poursuivons notre mandat.

Le président, Warren Allmand

membres du personnel



ASSIS (DE GAUCHE À DROITE) :

Augie van Biljouw, directrice adjointe, communications

Danielle Slawter, assistante administrative du coordonnateur de la gestion

Marie St-Louis, coordonnatrice adjointe, droits des peuples autochtones

Jennifer Proudfoot, coordonnatrice adjointe, développement démocratique

Iris Almeida, directrice des programmes

Lucie Léveillé, assistante aux interventions urgentes

Mary Durran, assistante aux communications

DEBOUT AU MILIEU (DE GAUCHE À DROITE) :

Véronique Bosset, contrôleur adjointe

Madeleine Desnoyers, agente régionale (Amériques)

Patricia Daigle, adjointe à la direction

Nancy Thede, coordonnatrice, développement démocratique

Marie-France Cloutier, contrôleur

Warren Allmand, président

Micheline (Mika) Lévesque, agente régionale (Asie)

Marie Léger, coordonnatrice, droits des peuples autochtones

Serge Rousseau, coordonnateur, Centre de documentation

Louise Lavallée, coordonnatrice adjointe, Centre de documentation

DEBOUT AU FOND (DE GAUCHE À DROITE) :

Raymond Bourgeois, coordonnateur de la gestion

Gisela Barraza, assistante administrative, programmes

Patricia Poirier, directrice des communications

Akouété Akakpo-Vidah, agent régional (Afrique)

Diana Bronson, coordonnatrice, mondialisation

Isabelle Solon Helal, coordonnatrice adjointe, droits des femmes

Carole Samdup, coordonnatrice adjointe, mondialisation

Patrick St-Louis, réceptionniste

Antonio José Almeida, adjoint principal, programmes

ABSENTS :

Ariane Brunet, coordonnatrice, droits des femmes

Monique Lamarre, assistante administrative, communications

l'année en revue

Droits et Démocratie apporte son appui financier, politique, moral et technique à ses partenaires au Canada et à l'étranger. Il compte parmi ses partenaires des groupes de droits humains, des organisations autochtones, des groupes de femmes et des mouvements démocratiques du monde entier avec lesquels il s'emploie à promouvoir les droits humains et la démocratie.

Droits et Démocratie travaille à promouvoir des changements politiques relatifs aux droits humains et à la démocratie, particulièrement là où ces droits sont violés ou ne sont pas reconnus. De plus, il intervient auprès du gouvernement canadien, des États membres des Nations Unies et d'autres organisations nationales et internationales, pour qu'ils adhèrent aux conventions des droits humains existantes et qu'ils développent et améliorent les chartes, les déclarations, les traités, les institutions et les mécanismes de mise en œuvre. Son travail comporte aussi le renforcement des capacités et de l'autonomie des groupes de la société civile en matière de promotion et de défense des droits humains et du développement démocratique.

Droits et Démocratie amorce et appuie des projets ayant un volet de défense des droits et/ou de renforcement des capacités. Ces projets sont regroupés autour de quatre thématiques : le développement démocratique, les droits des femmes, les droits des peuples autochtones et la mondialisation et les droits humains. Cette année, ces projets ont été mis en œuvre principalement dans les pays suivants : la République démocratique du Congo, le Kenya, le Nigeria, le Rwanda, le Togo, le Guatemala, Haïti, le Mexique, le Pérou, la Birmanie, l'Indonésie, le Pakistan et la Thaïlande.



IL EXISTE DEUX TYPES DE PROJETS :

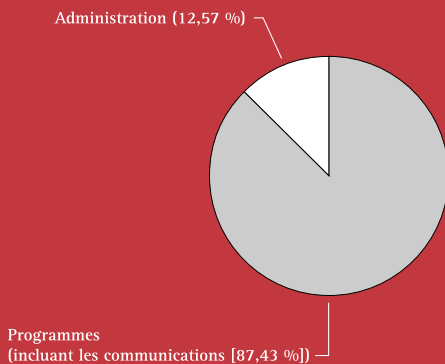
- 1. les projets gérés par le personnel**, pour lesquels les membres du personnel de Droits et Démocratie se chargent de la conception, de la réalisation et de l'évaluation, après consultation auprès d'autres organisations locales, régionales, canadiennes et internationales ayant une expertise en la matière et souvent même avec la collaboration de celles-ci au projet ; et
- 2. les projets subventionnés**, où l'organisation bénéficiant de l'appui financier, technique et politique est responsable de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation du projet. Les projets subventionnés peuvent avoir une portée locale, nationale, régionale ou internationale, y compris ceux qui sont développés en partenariat avec des ONG canadiennes, des institutions ou des organisations multilatérales. Le projet subventionné constitue bien plus qu'un simple transfert de fonds car il permet à Droits et Démocratie et à l'organisme bénéficiaire de partager leur expertise. Chaque bénéficiaire présente un rapport d'évaluation de projet.

Cette année, Droits et Démocratie a mis en œuvre 117 projets (25 projets gérés par le personnel et 92 subventionnés) regroupés dans 9 programmes distincts (développement démocratique : 7, droits des femmes : 17, mondialisation et droits humains : 12, droits des peuples autochtones : 9, Afrique : 16, Amériques : 24, Asie : 19, Canada : 10, et international : 3), représentant un montant total de 2 227 758 \$, soit 46 % de son budget global d'exploitation pour l'année financière.

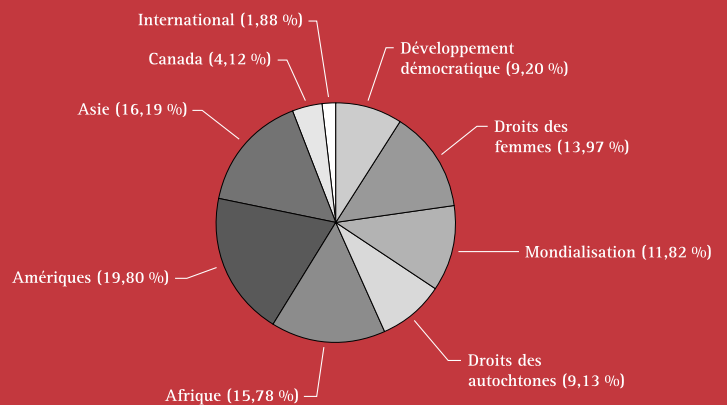
Au cours de l'année, Droits et Démocratie s'est consacré à :

- Intégrer la problématique des droits des femmes dans les institutions nationales et internationales telles que les Nations Unies.
- Développer la sensibilisation aux violations des droits des femmes dans les situations de conflits armés.
- Promouvoir les droits humains dans les ententes commerciales internationales et renforcer la participation de la société civile au processus de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).
- Encourager les États à ratifier le Statut de Rome pour la création de la Cour pénale internationale.
- Faire la promotion du développement démocratique dans le contexte de l'intégration hémisphérique des Amériques.
- Faire pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il ratifie la Convention américaine relative aux droits de l'homme.
- Renforcer la capacité des organisations de la société civile à participer à la mise en œuvre des accords de paix du Guatemala.
- Encourager la reconnaissance internationale des droits des peuples autochtones.
- Développer des outils permettant aux femmes autochtones de protéger les droits de propriété intellectuelle sur leurs dessins et motifs.
- Mettre un terme à l'impunité des auteurs de graves violations des droits humains dans la région des Grands Lacs d'Afrique et renforcer la participation des organisations de la société civile au processus démocratique.
- Renforcer les possibilités de paix et de développement démocratique en République démocratique du Congo.
- Mettre fin au recours excessif aux lois sur la sécurité nationale en Asie.
- Soutenir le mouvement démocratique birman et le gouvernement en exil, le Gouvernement de coalition nationale de l'Union de Birmanie (NCGUB).

MONTANTS ALLOUÉS AUX PROGRAMMES ET À L'ADMINISTRATION (en pourcentage)



MONTANTS ALLOUÉS AUX PROGRAMMES (en pourcentage)



développement démocratique

Droits et Démocratie travaille en coopération avec ses partenaires pour renforcer les institutions démocratiques et s'emploie à promouvoir l'accès des organisations de la société civile aux débats sur les orientations politiques ainsi qu'aux instances décisionnelles. De plus, il formule des stratégies de soutien au développement démocratique à l'aide d'un cadre d'analyse comportant des indicateurs des droits humains. Il a réalisé sept études sur le développement démocratique au Kenya, au Salvador, en Tanzanie, en Thaïlande, au Guatemala, au Pakistan et au Pérou.

Cette année, le programme Développement démocratique a axé son travail sur la promotion de la transparence des discussions politiques et de la participation à celles-ci dans le contexte de l'intégration hémisphérique des Amériques. Il a appuyé le renforcement du système de droits humains de l'Organisation des États américains (OEA) et fait pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il ratifie la Convention américaine des droits de l'homme. Il a amorcé et soutenu 7 projets (4 projets gérés par le personnel et 3 subventionnés) pour un montant total de 201 259 \$.

DÉMOCRATIE DANS LES AMÉRIQUES – 61 260 \$*

Ce projet géré par le personnel a pour objectif la promotion du développement démocratique dans le contexte de l'intégration hémisphérique des Amériques. Alors que l'OEA joue un rôle toujours plus important dans le processus d'intégration, Droits et Démocratie a proposé la mise en place de structures qui respectent les normes en matière de droits humains et de démocratie et encouragent la participation des citoyennes et citoyens. De plus, il a collaboré à une coalition d'ONG de droits humains des quatre coins des Amériques qui fait pression sur l'OEA sur des questions relatives aux droits humains; il a prié le gouvernement du Canada de ratifier la Convention américaine des droits de l'homme et le Protocole de San Salvador, et de promouvoir la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Droits et Démocratie a aussi organisé le symposium « Intégration hémisphérique et démocratie dans les Amériques : Citoyenneté, participation, responsabilité » précédant l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor, Canada, en juin 2000.

ÉTUDE SUR LE DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE MEXIQUE – 11 510 \$

En se basant sur son Cadre d'analyse du développement démocratique, Droits et Démocratie a amorcé une huitième étude de pays. Ce projet a comporté l'organisation de séminaires de la société civile basés sur ce cadre d'analyse, ainsi que de la recherche et des entrevues. Deux études ont été réalisées : une analyse de la documentation publiée au Mexique sur le développement démocratique depuis 1994 et un répertoire des organisations mexicaines travaillant activement sur les questions de démocratie, de gouvernance et de citoyenneté. Droits et Démocratie a travaillé de près avec Alianza Cívica et Acción Ciudadana por la Democracia y la Vida sur ce projet géré par le personnel.

* Tous les projets gérés par le personnel comprennent les salaires.

ACCIÓN CIUDADANA POR LA DEMOCRACIA Y LA VIDA – 25 000 \$

Cette coalition regroupant six réseaux d'organisations de la société civile mexicaine travaille afin qu'on tienne compte du point de vue du peuple mexicain dans les débats sur les objectifs et les priorités politiques nationales en vue des élections présidentielles de juillet 2000. Cette subvention a appuyé ses efforts pour sensibiliser la société civile aux enjeux politiques, sensibiliser les candidats aux problèmes de la société civile et accroître la participation de la société civile au processus démocratique.

RECHERCHE SUR LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE – 18 799 \$

Droits et Démocratie continue d'évaluer et d'analyser les nouvelles tendances dans le domaine du développement démocratique. Ce projet géré par le personnel comprend des activités de recherche sur le lien entre les droits humains et la démocratie, la publication d'un article sur les rapports entre la citoyenneté et les droits humains, un travail en collaboration avec l'Institut d'éthique et des droits de l'homme et la participation au Human Rights in Development Yearbook.

HUMAN RIGHTS IN DEVELOPMENT YEARBOOK 1999 CHRISTIAN MICHELSEN INSTITUTE (CMI) – 10 000 \$

Le CMI est un institut de recherche en sciences sociales s'intéressant à la problématique développement et droits humains. Le projet d'annuaire, commencé en 1985 par le Norwegian Human Rights Project et le CMI, publie des évaluations détaillées sur la situation des droits humains dans plusieurs pays du Sud. En tant que membre du comité de rédaction de ce projet, Droits et Démocratie a accordé cette subvention pour les frais de publication.

**PROMOTION D'UNE COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI)
FORTE, EFFICACE ET INTÉGRANT UNE PERSPECTIVE
SEXOSPÉCIFIQUE – 49 690 \$**

Ce projet géré par le personnel a permis à Droits et Démocratie de promouvoir la création d'une CPI forte et efficace qui intègre une perspective sexospécifique et de faire pression sur les gouvernements pour la ratification du Statut de Rome. Droits et Démocratie a sensibilisé le public canadien à la nécessité d'une CPI efficace qui mette fin à l'impunité des auteurs de graves violations des droits humains et a encouragé le gouvernement du Canada à promouvoir la ratification du Statut de Rome en accordant une assistance financière et juridique aux pays moins développés. Il a siégé au Comité de direction de la Coalition des ONG pour la CPI, au Comité des femmes pour une justice intégrant la perspective sexospécifique et au Réseau canadien pour la CPI, et a travaillé

avec de nombreuses organisations, notamment Human Rights Watch, Amnistie internationale, l'Association mondiale des fédéralistes mondiaux et la Commission internationale des juristes.

**PARTICIPATION DE REPRÉSENTANTES DES ONG DE FEMMES
DU SUD À LA CPI, CAUCUS EN FAVEUR DE LA JUSTICE POUR
LES FEMMES – 25 000 \$**

Le Caucus en faveur de la justice pour les femmes est une coalition internationale d'organisations et de militantes travaillant sur la question des droits des femmes. Il a été créé en février 1997 pour promouvoir une perspective sexospécifique dans le Statut de Rome sur la CPI. Ce projet a fourni des fonds au Comité pour permettre à des femmes des pays du Sud de participer aux sessions du Comité préparatoire de la CPI et à la Conférence diplomatique de Rome.

droits des femmes

En collaboration avec ses partenaires, Droits et Démocratie s'emploie à défendre et promouvoir les droits des femmes. En particulier, il milite en faveur de l'intégration des droits des femmes au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Il aide à documenter les violations des droits des femmes et a été particulièrement actif dans le dossier de la violence à l'égard des femmes dans les situations de conflits armés.

Cette année, le programme Droits des femmes a mis en œuvre 17 projets (5 projets gérés par le personnel et 12 subventionnés) pour un montant total de 305 390 \$.

**COALITION D'ONG POUR LES DROITS DES FEMMES DANS
LES SITUATIONS DE CONFLITS ARMÉS – 127 605 \$**

Droits et Démocratie cherche à faire en sorte que les États soient tenus responsables de la violence contre les femmes et à créer les précédents judiciaires requis pour que soit reconnue la violence contre les femmes dans les situations de conflits armés. Son programme Droits des femmes coordonne la Coalition d'ONG pour les droits des femmes dans les situations de conflits. Cette coalition a établi un projet de suivi dont l'objectif est de poursuivre les auteurs de crimes contre les femmes devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). La Coalition recherche des solutions à l'invisibilité des violations des droits fondamentaux des femmes dans les situations de conflits armés et condamne le viol et les autres traitements inhumains infligés aux femmes. Elle cherche à faire en sorte que ces actes soient considérés comme des crimes de guerre, des actes de torture, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide, selon le cas. Travaillant aux niveaux local et international, les membres de la Coalition agissent comme personnes-ressources sur plusieurs questions, notamment l'intégration de la perspective sexospécifique dans les

négociations de paix et la promotion de la contribution des femmes à la construction d'une culture de la paix dans différents contextes politiques, sociaux et régionaux. Le programme Droits des femmes publie aussi un bulletin d'information sur les droits humains des femmes dans les situations de conflits armés et gère une messagerie listserv permettant aux membres de la coalition d'échanger des renseignements et de partager leurs expériences. Ce service constitue un outil efficace pour les actions conjointes et les mémoires de *amicus curiae*. Parmi les partenaires de Droits et Démocratie dans ce projet géré par le personnel, on trouve des groupes de droits des femmes du Rwanda, la International Women's Human Rights Clinic, le Centre for Constitutional Rights, le Working Group on Engendering the Rwanda Tribunal, FIDA-Kenya, le McGill InterAmicus Working Group on Engendering the Rwanda Tribunal, Human Rights Watch, le Human Rights Center de l'Université de Californie à Berkeley, ainsi que des individus et d'autres membres de la Coalition d'ONG pour les droits des femmes dans les situations de conflits armés. Ce projet a reçu des fonds supplémentaires d'un donataire anonyme, de la United Methodist Church et de la Fondation Shaler Adams.

**ÉVALUATION DU PROJET D'OBSERVATION DES CRIMES
CONTRE LES FEMMES AUPRÈS DU TRIBUNAL PÉNAL
INTERNATIONAL POUR LE RWANDA (TPIR) – 14 465 \$**

Une évaluation externe et en profondeur du Projet d'observation a été entreprise afin de déterminer les actions futures en ce qui concerne le suivi des crimes contre les femmes auprès du TPIR par la Coalition d'ONG pour les droits des femmes dans les situations de conflits armés. Après la rencontre annuelle de coordination de 1999, des membres de la Coalition ont fait le point sur les recommandations de l'évaluation et ont ensuite séjourné au Rwanda en avril 2000 pour établir des rapports plus directs avec les groupes de femmes du Rwanda qui œuvrent sur la problématique des crimes contre les femmes.

**UNIFORMISATION DES MÉTHODES DE DOCUMENTATION DES
VIOLATIONS DES DROITS DES FEMMES, AMNESTY
INTERNATIONAL (SECRÉTARIAT INTERNATIONAL – LONDRES),
AMNISTIE INTERNATIONALE CANADA – 32 409 \$**

Le Secrétariat international d'Amnesty International, Amnistie internationale Canada et Droits et Démocratie ont collaboré pour produire une série de publications visant à assurer la documentation précise et cohérente des violations des droits des femmes. La série s'adresse aux militants et militantes de la base et aux organisations non gouvernementales ainsi qu'aux organismes gouvernementaux et des Nations Unies qui rassemblent et diffusent les renseignements sur la violence contre les femmes. Les livrets sont publiés dans un format pratique idéal pour le travail sur le terrain. Ils préparent les lecteurs et lectrices aux missions d'enquête, offrent des lignes directrices pour la collecte et l'analyse des éléments de preuve, et comprennent un aide-mémoire pour la réalisation d'entrevues. Rédigés par Agnès Callamard, le manuel, *Méthodologie de recherche sexospécifique*, et le livret qui l'accompagne, *Documenter les violations des droits de la personne par les agents de l'État : la violence sexuelle*, ont été publiés en novembre 1999 et sont disponibles en anglais et en français. La publication du deuxième livret de la série, *Documenter les violations des droits de la personne dans les situations de conflits*, est prévue pour l'automne 2000.

**PUBLICATION : LES FEMMES ET LA CONSOLIDATION
DE LA PAIX – 11 987 \$**

Les femmes et la consolidation de la paix, par Dyan Mazurana et Susan R. McKay de l'Université du Wyoming aux États-Unis, a été publié par Droits et Démocratie en mai 1999. Les auteures, utilisant une analyse sexospécifique, ont documenté diverses démarches et projets de consolidation de la paix menés par différentes organisations, notamment des groupes populaires de femmes, des groupes régionaux et des organisations internationales comme les Nations Unies. Elles présentent des enseignements clés sur la consolidation efficace de la paix ainsi que des pistes additionnelles pour des nouvelles

recherches sur les activités de consolidation de la paix menées par les femmes. *Les femmes et la consolidation de la paix* est disponible en anglais et en français.

**FRAIS DE DÉPLACEMENT – FONDS D'ACTION URGENTE –
7 636 \$**

L'Urgent Action Fund (UAF), basé à la Tides Foundation à San Francisco, fournit un appui financier à des actions urgentes ou à court terme destinées à faire progresser les droits des femmes. Le Fonds s'intéresse plus particulièrement aux droits des femmes dans les zones de conflits armés et dans les milieux fermés, là où les politiques gouvernementales ou le droit coutumier restreignent de manière draconienne la liberté de mouvement des femmes et leur accès à l'information. Ce projet a couvert les frais de déplacement de la coordonnatrice du programme Droits des femmes à San Francisco, à la Conférence de l'appel pour la paix de La Haye et vers d'autres destinations au nom de l'UAF. La coordonnatrice a encouragé d'autres militantes à utiliser le Fonds et a identifié des ONG, des Églises et d'autres groupes qui pourraient aider à transférer les fonds rapidement, en toute sécurité et anonymement aux personnes dans le besoin.

**MARCHE MONDIALE DES FEMMES 2000
FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC – 5 000 \$**

Amorcée et coordonnée par la Fédération des femmes du Québec, la Marche mondiale des femmes a été officiellement lancée le 8 mars 2000. Participant à ce mouvement plus de 140 pays et 2 800 groupes qui veulent que les gouvernements s'attaquent sérieusement à la pauvreté et à la violence contre les femmes. Cette subvention a couvert une partie des frais d'organisation et d'hébergement de déléguées d'Asie et des Amériques en préparation des mobilisations à Washington et à New York en octobre 2000.

**SOUTIEN AU TRAVAIL DU RAPPORTEUR SPÉCIAL SUR LA
VIOLENCE CONTRE LES FEMMES, SES CAUSES
ET SES CONSÉQUENCES**

INTERNATIONAL CENTRE FOR ETHNIC STUDIES – 10 000 \$
Droits et Démocratie a été au premier rang des ONG qui ont fait pression pour assurer la création d'un mécanisme à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences. Depuis la nomination de Radhika Coomaraswamy, il a organisé des rencontres pour aborder diverses questions dont la méthodologie de travail et la collecte des données. Il appuie le mandat du rapporteur spécial par l'entremise de son partenariat avec le International Centre for Ethnic Studies au Sri Lanka.

**CONFÉRENCE SUR LES FEMMES ARABES
FÉDÉRATION ARABE DU CANADA – 1 200 \$**

Une conférence intitulée « *Unveiling Our Minds: Challenges to Identity and Female Consciousness among Arab Women*

in North America » s'est tenue en octobre 1999 à l'Université du Québec à Montréal pour faire connaître les expériences et les voix des femmes arabes au Canada et sensibiliser l'opinion aux droits fondamentaux des femmes arabes sur le plan international. Cette subvention a couvert les frais de participation d'une experte internationale du monde arabe.

GUIDE SUR LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DES DROITS DES FEMMES, HUMAN RIGHTS INTERNET

PROJET GÉRÉ PAR LE PERSONNEL – 4 000 \$

En prévision de la rencontre Beijing Plus 5, cette subvention à Human Rights Internet a financé la publication d'un guide sur le mouvement international des droits des femmes de 1995 à 2000. Le guide décrit des organismes et réseaux travaillant sur la question des droits des femmes et répertorie les ressources et les programmes de formation pour les militantes des droits des femmes. La coordonnatrice du programme Droits des femmes est membre du comité consultatif international qui a révisé le contenu et la structure du guide.

PORTER LES VIOLATIONS DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES À L'ATTENTION DU COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES (CDHNU)

EQUALITY NOW – 40 000 \$

Grâce à cette subvention, Droits et Démocratie travaille avec des groupes de défense des droits des femmes dans des pays dont le dossier a fait l'objet d'une étude et d'une révision par le Comité des droits de l'homme de l'ONU (CDHNU). Son partenaire, Equality Now, s'est donné comme mission de porter les questions des droits des femmes à l'attention des membres du CDHNU et d'aider les ONG, dans les pays à l'étude, à se familiariser avec les pratiques et la procédure du CDHNU ainsi qu'avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les ONG nationales peuvent ainsi mieux utiliser les mécanismes internationaux dans leur travail et présenter des contre-rapports au CDHNU.

APPUI À LA PARTICIPATION DE MILITANTES DES DROITS DES FEMMES À LA CONFÉRENCE DE L'APPEL POUR LA PAIX DE LA HAYE AUX PAYS-BAS, INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS LAW GROUP – 1 015 \$

Cette subvention a permis à une militante des droits des femmes du Pakistan de participer à la Conférence de l'appel pour la paix de La Haye du 11 au 15 mai 1999. Cette conférence a été tenue dans le cadre d'une campagne visant à délégitimer les conflits armés et à créer une culture de la paix au 21^e siècle.

WOMEN'S HUMAN RIGHTS NET – 2 398 \$

L'objectif principal de cette subvention à Women's Human Rights Net est de créer un système international de renseignements sur Internet à l'intention des militantes

des droits des femmes. Le site Web offre des références précieuses sur la formation des dirigeantes, le développement organisationnel, le lobbying à l'ONU, les enquêtes sur les droits humains, la collecte de fonds ainsi que les technologies de l'information. L'accès des groupes de droits des femmes aux technologies de l'information est indispensable à la documentation systématique des violations des droits des femmes et contribue au partage des informations et aux actions conjointes en matière de droits des femmes.

CHANGING OUR WORLD : UN GUIDE D'ACTION SOCIALE ET POLITIQUE, FEMMES SOUS LOIS MUSULMANES (FSLM) – 5 675 \$

Changing our World a été publié par FSLM en réponse à une demande d'appui international de la part de groupes de femmes et d'ONG. Le guide explique comment rédiger des appels d'urgence et des lettres d'appui et permet de développer l'intérêt pour la documentation des violations des droits humains des femmes.

FORMATION SUR LES DROITS HUMAINS DES FEMMES : METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES INSTITUT POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES FEMMES – 10 000 \$

Cette subvention a aidé l'Institut pour la solidarité internationale des femmes à produire un manuel de formation des militantes vivant dans les sociétés musulmanes pour mobiliser les femmes contre la violence dont elles sont victimes. Le manuel, intitulé *Safe and Secure: Eliminating Violence Against Women and Girls in Muslim Societies*, a été présenté lors d'ateliers en Égypte, en Jordanie et au Liban. On a conclu qu'il s'agissait d'un outil efficace pour approfondir la compréhension de la violence sexospécifique dans les sociétés musulmanes. Le manuel a été publié en anglais, en arabe, en persan et en russe.

BOURSE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN DROITS DES FEMMES UNIVERSITÉ DE TORONTO – 7 000 \$

Cette subvention a contribué à la création d'une bourse d'études supérieures en droits des femmes à l'Université de Toronto et est destinée aux étudiantes de maîtrise en droit ou de doctorat en sciences juridiques inscrites au programme d'études supérieures de la faculté de droit. La bourse permet à des diplômées en droit de pays en voie de développement s'intéressant aux droits humains des femmes de poursuivre des recherches et des études avancées en droit.

FEMMES SOUS LOIS MUSULMANES (FSLM) – 15 000 \$

Cette subvention constitue un soutien institutionnel au bureau de coordination international de FSLM, situé à Grabels en France, pour la poursuite de ses activités, notamment le réseautage, la documentation, les publications et les frais de fonctionnement. FSLM joue un rôle

de premier plan dans l'organisation et la constitution de réseaux de défense des droits des femmes vivant dans les sociétés et les communautés musulmanes. Ce groupe se gagne rapidement et efficacement des appuis par la diffusion d'appels d'urgence concernant des cas individuels de violations des droits humains. Il documente de quelle façon le droit et les pratiques, qu'ils soient laïcs, religieux ou coutumiers, sont appliqués aux femmes, et les répercussions de ce traitement.

WOMEN FOR WOMEN IN AFGHANISTAN – 10 000 \$

Cette subvention a apporté un appui financier à ce groupe de solidarité canadien qui défend les intérêts des femmes en Afghanistan et fait de la sensibilisation sur leur situation. Women for Women in Afghanistan appuie des projets en Afghanistan en partenariat avec des organisations non gouvernementales et des personnes de l'Afghanistan dans le but d'améliorer la situation des femmes afghanes.

mondialisation et droits humains

Droits et Démocratie cherche à promouvoir le respect des droits humains dans les accords commerciaux internationaux. Il travaille au niveau tant régional – Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) – que multilatéral – Organisation mondiale du commerce (OMC). Avec des groupes de la société civile, il mène des recherches stratégiques et participe à des rencontres entre décideurs et organisations non gouvernementales sur les questions liées au commerce et aux investissements.

Cette année, le programme Mondialisation a concentré ses activités dans trois domaines : le commerce et l'investissement en Asie, le commerce et l'investissement en Amérique latine et les négociations à l'OMC. Il a mis en œuvre 12 projets (3 projets gérés par le personnel et 9 subventionnés) pour un montant total de 258 538 \$.

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE LIBRE-ÉCHANGE DANS LES AMÉRIQUES – 47 025 \$

L'Alliance continentale – un réseau de groupes de la société civile des Amériques fondé au Sommet populaire de Santiago, Chili, en 1998 – a organisé un Forum de la société civile à Toronto. Le Forum a eu lieu en novembre 1999 parallèlement à la rencontre ministérielle sur le commerce dans les Amériques. L'appui financier de Droits et Démocratie a permis d'établir le secrétariat du Forum et de faciliter la participation de délégués d'ONG des pays en voie de développement. Ce projet a mis l'accent sur les questions de droits humains liées à la mondialisation en Amérique latine et la nécessité de donner une voix à la société civile lors de la négociation des ententes commerciales. Le projet a aussi permis le coparrainage, avec le réseau Maquila Solidarity Network et le Students Against Sweatshops Canada, d'un défilé de mode inédit, mettant en vedette des vêtements produits dans les ateliers de misère par des femmes travaillant dans les maquiladoras en Amérique centrale et au Mexique.

POLITIQUES COMMERCIALES – 53 403 \$

Ce projet géré par le personnel a soutenu des coalitions d'ONG canadiennes participant à des processus consultatifs avec le gouvernement sur des questions liées au commerce et à l'investissement international. L'objectif de cette initiative était d'encourager la collaboration entre les différents secteurs d'intérêt et les différentes régions

du Canada pour mieux influencer sur le développement des politiques gouvernementales. De plus, le projet avait pour but de renforcer la capacité des ONG canadiennes à mener des recherches, à élaborer des critiques et à définir des politiques de rechange. Le projet a appuyé des coalitions d'ONG qui travaillent sur le libre-échange dans les Amériques, la recherche stratégique sur l'OMC, la réforme de la Société pour l'expansion des exportations et la promotion de codes d'éthique. Il a fourni de petites subventions et des services à Common Frontiers (Toronto), au Canadian Centre for Policy Alternatives (Ottawa), à l'Initiative d'Halifax (Ottawa) et au Maquila Solidarity Network (Toronto).

LES DROITS HUMAINS ET L'OMC – 61 110 \$

Droits et Démocratie a publié un document de travail qui examine les rapports entre le droit commercial et le droit relatif aux droits humains. L'ouvrage, *Protection des droits humains et mondialisation de l'économie : Un défi pour l'OMC*, a servi de base de discussion dans un atelier tenu durant la rencontre de l'OMC à Seattle en décembre 1999. Rédigé par deux experts internationaux, Robert Howse (droit commercial), de l'Université du Michigan, et Makau wa Mutua (droit relatif aux droits humains), de l'Université de l'État de New York à Buffalo, le document identifie des domaines où l'OMC est en mesure de prendre en compte les droits humains. La version finale de l'ouvrage a été lancée à Genève à la fin d'avril 2000.

FACTOR X/CASA DE LA MUJER – 5 000 \$

Factor X et Casa de la Mujer sont des ONG qui appuient les droits des travailleuses des maquiladoras mexicaines. Elles ont joué un rôle de premier plan dans la coordination du réseau Maquila Workers' Network et dans l'organisation de cinq ateliers de formation s'adressant aux femmes latino-américaines qui travaillent dans les zones franches. Ce projet a financé le deuxième atelier national des travailleurs des maquiladoras mexicains. De nombreux organismes syndicaux, groupes de droits humains et groupes de femmes mexicains, ainsi que des travailleuses de maquiladoras ont participé à l'atelier d'août 1999 dont l'objectif était de promouvoir la protection des droits des femmes dans le contexte de la libéralisation des échanges, de consolider le réseau et de développer les liens avec les mouvements internationaux.

ASIA MONITOR RESOURCE CENTER (AMRC) – 15 000 \$

L'AMRC est une ONG basée à Hong Kong qui appuie les syndicats indépendants, les groupes de travailleurs et travailleuses et les ONG en Asie depuis maintenant 20 ans. Elle effectue et publie des recherches, fournit des informations, de la formation et d'autres services pour élargir le pouvoir et l'action des travailleurs et travailleuses. Cette subvention a aidé l'AMRC à réaliser un projet de recherche comparative sur le droit du travail, des études sur les sociétés transnationales et un projet sur les droits syndicaux en Chine.

ASIA PACIFIC RESEARCH NETWORK (APRN) – 10 000 \$

Cette subvention a apporté un soutien institutionnel à l'APRN, une organisation régionale de recherche sur la mondialisation économique et les conditions des travailleurs, et notamment les effets de la libéralisation des échanges en Asie sur les droits humains. L'APRN cherche à accroître le nombre de ses membres partout en Asie, à améliorer ses méthodes de recherche et de documentation, à partager les informations sur le plan international et à développer sa capacité d'analyse de nouveaux dossiers liés à l'OMC, aux institutions financières internationales et à l'APEC. Elle effectue des recherches sur la transparence, les droits des travailleurs et travailleuses et la main-d'œuvre migrante, la sécurité alimentaire et les effets du GATT sur l'agriculture.

CHINA LABOUR BULLETIN (CLB) 12 000 \$

Cette subvention a fourni un appui institutionnel au *China Labour Bulletin*, qui cherche à promouvoir les normes internationales de travail en Chine. Le *China Labour Bulletin* compile, documente et publie les renseignements qu'il reçoit de contacts sur le terrain sur les droits du travail et les luttes des travailleurs et travailleuses en Chine. Il diffuse des informations non censurées sur les droits des travailleurs et travailleuses en Chine continentale grâce à son site Web et à ses émis-

sions hebdomadaires sur Radio Free Asia. Le CLB joue aussi un rôle important en sensibilisant la communauté internationale à la situation des droits des travailleurs en Chine. Le fondateur et directeur du CLB, Han Dongfang, est un militant de renom au sein du mouvement ouvrier international ayant beaucoup d'influence en Asie. Le CLB fournit des services d'aide en éducation juridique ainsi que des sessions de formation sur les droits et le travail syndicaux.

RED MEXICANA DE ACCIÓN FRENTE AL LIBRE COMERCIO (RMALC) – 12 000 \$

Cette subvention a fourni un soutien institutionnel au RMALC, un réseau d'ONG mexicaines qui s'est formé durant les négociations de l'ALÉNA pour examiner les effets sociaux et environnementaux des ententes commerciales dont le Mexique est signataire. Le RMALC organise des rencontres, diffuse de l'information et mobilise les organisations mexicaines ainsi que des groupes aux États-Unis, au Canada et en Amérique latine pour faire connaître les préoccupations de la population sur les questions liées au libre-échange. Il recommande aux gouvernements des mesures sur la participation des citoyens, les droits environnementaux, les questions spécifiques aux femmes et les alternatives économiques.

PLATAFORMA SUDAMERICANA DE DERECHOS HUMANOS, DEMOCRACIA Y DESARROLLO (PSDHDD) – 15 000 \$

Cette coalition d'ONG et de mouvements sociaux d'Amérique latine s'intéresse aux droits économiques, sociaux et culturels essentiels au développement de la démocratie. Elle travaille sur des questions comme les travailleurs migrants, les populations déplacées, l'allègement de la dette et les indicateurs des droits sociaux et économiques. Cette subvention a permis de financer les activités de la PSDHDD qui visent à renforcer la capacité de la société civile d'influer sur les organisations multilatérales et les politiques de développement nationales.

PESTICIDE ACTION NETWORK ASIE/PACIFIQUE (PAN AP) – 10 000 \$

Le PAN AP est un des cinq centres régionaux de PAN International, un réseau mondial de groupes de citoyens et d'individus qui cherchent à promouvoir l'agriculture « durable » et l'utilisation responsable des pesticides. Cette subvention a financé la création d'un secrétariat et d'un fonds de déplacements pour une conférence sur les effets de la mondialisation sur la vie des femmes, et plus particulièrement la contribution des femmes à la sécurité alimentaire. La conférence portera sur la problématique de la sécurité alimentaire telle qu'abordée par le système de l'APEC.

RÉSEAU CENTRAMÉRICAIN DES TRAVAILLEUSES DES MAQUILADORAS – 10 000 \$

Ce réseau de groupes de femmes se consacre à la promotion et à la défense des droits des femmes travaillant dans les maquiladoras en Amérique centrale. Il apporte un soutien aux travailleuses de la région, enquête sur les conditions de travail dans les entreprises et les maquiladoras. Il joue un rôle de premier plan dans la définition des politiques des entreprises et des gouvernements aux niveaux national et régional. Cette subvention a aidé le Réseau à développer des critères relatifs à un code d'éthique efficace, à donner des cours de formation aux travailleuses et à leur distribuer des manuels d'information sur leurs droits.

COMITÉ INTERNATIONAL D'ONG SUR LES DROITS HUMAINS DANS LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT – 8 000 \$

Cette coalition d'ONG de droits humains d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord a été fondée au printemps 1998 pour répondre aux nouveaux défis posés par la mondialisation. Elle fait la promotion des droits humains dans les négociations de nouvelles ententes commerciales, et intervient auprès de l'ONU sur l'impact du commerce sur les droits économiques, sociaux et culturels. La coalition publie des recherches et organise des séminaires. L'aide financière a été accordée à titre de soutien institutionnel.

droits des peuples autochtones

Droits et Démocratie travaille avec les groupes autochtones nationaux et internationaux afin de promouvoir la reconnaissance internationale des droits des peuples autochtones. Il met l'accent sur l'amélioration du dialogue entre les gouvernements et les peuples autochtones, la participation au processus démocratique – particulièrement celle des femmes autochtones – et l'accès des groupes autochtones des Amériques aux organisations internationales telles que les Nations Unies et l'OEA. Il appuie le groupe de travail de l'ONU sur le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones et encourage le gouvernement du Canada à adopter une position plus flexible en ce qui concerne le texte de la déclaration.

Cette année, le programme Droits des peuples autochtones s'est employé à renforcer la capacité institutionnelle du réseau Femmes autochtones des Amériques, à promouvoir l'accès des peuples autochtones aux discussions à l'OEA sur le projet de déclaration sur les peuples autochtones, et à organiser un atelier sur la commercialisation et les droits de propriété intellectuelle pour que les femmes autochtones puissent protéger les dessins et motifs qu'elles créent. Il a mis en œuvre 9 projets (4 projets gérés par le personnel et 5 subventionnés) pour un montant total de 199 560 \$.

FEMMES AUTOCHTONES DES AMÉRIQUES (FAA) – 87 656 \$

Depuis 1994, Droits et Démocratie soutient les efforts déployés par les femmes autochtones pour développer des contacts partout en Amérique du Nord, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Ce réseau présent dans 15 pays des Amériques a tenu sa troisième réunion continentale au Panama en mars dernier. Dans le cadre de ce projet géré par le personnel, Droits et Démocratie a travaillé avec CUSO et le Primate's World Relief and Development Fund afin de renforcer la capacité institutionnelle de FAA. Il a appuyé la création d'un bureau de liaison au Panama où une stagiaire a fourni des services de traduction. Droits et Démocratie a aussi contribué à la préparation de matériel et d'ateliers de formation.

ATELIER SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – 23 215 \$

Dans le cadre du projet Femmes autochtones des Amériques, Droits et Démocratie a participé à l'organisation d'ateliers sur la commercialisation et les droits de propriété intellectuelle. Quelque 70 femmes autochtones provenant de 15 pays se sont réunies à Ottawa en avril 1999 pour discuter de solutions de rechange au système de protection actuel qui se révèle inadéquat pour protéger leurs dessins et motifs. Conjointement avec la Commission de commercialisation et de propriété intellectuelle des femmes autochtones (Canada, Panama et Pérou), Droits et Démocratie élabore actuellement un contrat type et des lignes directrices éthiques destinés aux transactions commerciales. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle collabore aussi à cette initiative.

APPUI À LA PARTICIPATION DES PEUPLES AUTOCHTONES À L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA) – 30 797 \$

Droits et Démocratie appuie depuis longtemps la participation des peuples autochtones aux discussions sur les projets de déclaration de l'ONU et de l'OEA sur les droits des peuples autochtones. En décembre 1998, Droits et Démocratie a appuyé la création d'un comité d'experts autochtones afin d'intervenir au Conseil permanent de l'OEA sur le projet de déclaration. Cette année, le comité a obtenu l'accès aux pourparlers officiels sur ce projet de déclaration. Ce projet géré par le personnel a permis d'assurer une représentation et une participation adéquates des peuples autochtones des Amériques aux réunions du groupe de travail de l'OEA sur le projet de déclaration.

CONVENTION 169 DE L'OIT – 7 892 \$

La Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) est le seul instrument sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones auquel les États sont tenus de se conformer. Elle a été ratifiée par 10 pays d'Amérique latine. Droits et Démocratie parraine un stagiaire à l'OIT qui mène une recherche sur des stratégies efficaces que les peuples autochtones pourraient utiliser pour surveiller la mise en œuvre de la Convention dans leurs pays respectifs, sans nécessairement entamer de longs processus de plainte.

CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES (doCip) – 10 000 \$

Créé en 1978 pour répondre aux besoins des représentants autochtones à Genève, doCip offre l'accès à d'importants documents pour la défense des peuples autochtones au niveau international, particulièrement aux Nations Unies, divers services techniques, dont la traduction, ainsi qu'un secrétariat. Cette subvention a fourni un appui institutionnel à doCip pour maintenir son site Web, développer son projet de CD-ROM et mettre à jour sa base de données.

COORDINADORA NACIONAL DE MUJERES INDÍGENAS DE MEXICO – 6 000 \$

Formée de 30 organisations autochtones de différentes régions du Mexique, la Coordinadora fait du travail d'éducation et cherche à promouvoir les droits des femmes autochtones. Pour la première fois, deux représentantes de la Coordinadora ont pris la parole aux Nations Unies sur la discrimination à l'endroit des peuples autochtones et plus particulièrement pour dénoncer la violation systématique des droits fondamentaux des femmes autochtones. Après la rencontre, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, a confirmé qu'elle se rendrait au Mexique afin d'enquêter, entre autres, sur la situation des femmes autochtones. Cette subvention a

facilité les préparatifs de la rencontre entre Mme Robinson et les femmes autochtones au Mexique qui ont présenté un rapport sur des cas de violations systématiques des droits des femmes.

INSTITUTO PARA EL DESARROLLO DE LA COMERCA KUNA YALA (IDIKY) DU PANAMA – 5 000 \$

Cette ONG, liée au Congrès général Kuna et qui possède une expertise en éducation populaire, a préparé du matériel pédagogique pour des ateliers organisés dans des communautés autochtones sur les droits de propriété intellectuelle. Cette subvention a permis la production du document qui explique les principaux concepts et les textes internationaux et met de l'avant des propositions d'actions concrètes pour protéger les dessins et motifs autochtones.

CENTRO DE CULTURAS INDIAS (CHIRAPAQ) – 23 000 \$

Chirapaq est une organisation autochtone créée en mars 1986 pour renforcer le développement et l'identité culturelle des peuples autochtones du Pérou. Cette subvention a fourni un appui institutionnel à Chirapaq pour la formation de dirigeantes autochtones spécialisées en droits humains, pour encourager leur participation au processus démocratique et pour favoriser la communication et l'échange d'expertise entre les dirigeants autochtones des régions des Andes et de l'Amazonie.

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS – 6 000 \$

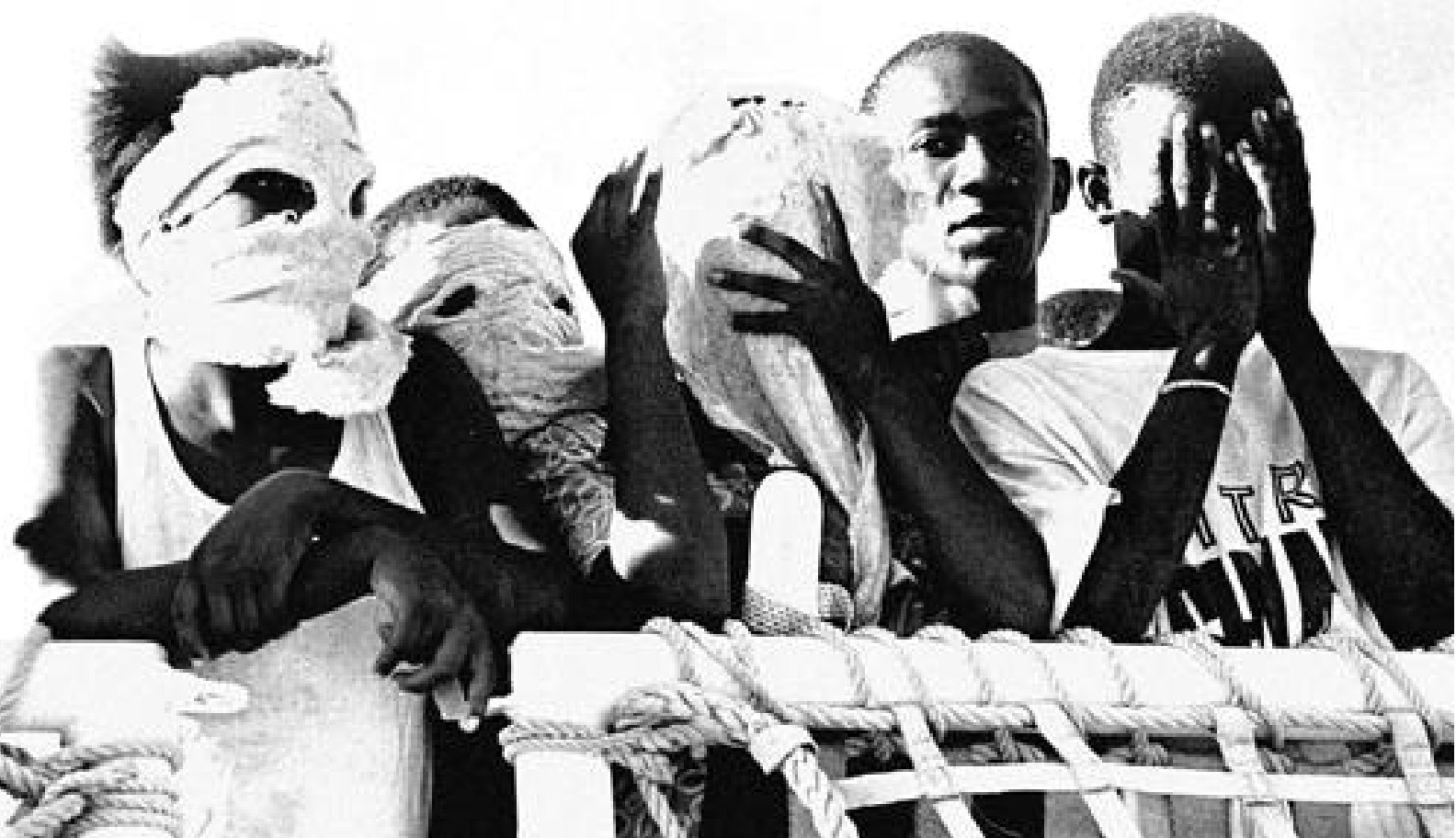
L'Assemblée des Premières Nations incarne les diverses visions des premières nations du Canada. Elle a été choisie par des dirigeantes autochtones de l'Asie, de l'Afrique et des Amériques pour organiser le Forum mondial des femmes autochtones précédant la session spéciale des Nations Unies Beijing Plus 5. Cette subvention a permis à des femmes autochtones d'Amérique centrale et du Sud de participer à la session Beijing Plus 5 à New York en juin 2000. Les femmes autochtones ont présenté à l'ensemble du mouvement des femmes et à la communauté internationale leurs points de vue sur l'examen et le suivi de la Plate-forme d'action de Beijing.



afrique

Cette année, Droits et Démocratie s'est consacré, avec ses partenaires, à promouvoir la démocratie et la justice dans la région des Grands Lacs, en particulier en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et au Rwanda, ainsi qu'au Kenya, au Togo et au Nigeria. Il a encouragé la participation des organisations de la société civile au processus démocratique et a appuyé les efforts en faveur de la paix et du développement démocratique en RDC.

Le programme Afrique a réalisé 16 projets au cours de l'année (2 projets gérés par le personnel et 14 subventionnés) pour un montant total de 344 989 \$.



COMMISSION INDÉPENDANTE DE PRÉPARATION AU DIALOGUE INTER-CONGOLAIS EN RDC – 73 752 \$

Dans la foulée de la Conférence de Montréal parrainée par Droits et Démocratie en janvier 1999, le programme Afrique a travaillé à mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action. Il a créé une Commission indépendante pour apporter un appui politique, technique et financier au processus de démocratisation et à l'établissement d'une paix durable en RDC. À la suite de la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka au cours de l'été de 1999, la Commission s'est consacrée à réunir autour d'une même table le gouvernement de Kinshasa, les membres de l'opposition, la société civile et les forces rebelles ainsi qu'à promouvoir la participation de la société civile au processus de paix.

GROUPE CONSULTATIF SUR LA RÉGION DES GRANDS LACS – 2 803 \$

Ce groupe consultatif offre l'occasion aux ONG et aux représentants gouvernementaux de tenir des discussions franches et informelles sur le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda. Les participants partagent leur expertise et analysent les principales tendances de la conjoncture sociale et politique en pleine transformation dans ces pays. Le groupe s'est réuni à deux reprises cette année.

RADIO KUDIRAT NIGERIA (RKN) – 10 000 \$

Établi à l'extérieur du Nigeria par le mouvement démocratique nigérian sous le régime Abacha, RKN était la voix du mouvement démocratique qui renseignait les Nigériens partout dans le pays et dénonçait les violations des droits humains. Ses objectifs sont toujours de renforcer la démocratie et d'offrir une source d'informations et des perspectives alternatives. Il diffuse ses émissions dans 14 langues, y compris en haoussa, en yoruba et en igbo. Cette subvention a été accordée à titre de soutien institutionnel à RKN.

CENTRE FOR DEMOCRACY AND DEVELOPMENT – 10 000 \$

Établi en 1997, le Centre for Democracy and Development (CDD) est une ONG de recherche et de formation travaillant à développer des politiques en matière de développement démocratique et de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Nigeria. Cette subvention a contribué à appuyer la formation de militants et de militantes et l'organisation de séminaires portant sur le renforcement des partis politiques, la planification stratégique des groupes de la société civile et l'organisation de coalitions. L'objectif du CDD est de promouvoir efficacement des réformes démocratiques en développant des ressources pour des idées nouvelles et des stratégies alternatives au sein de la société.

ACCROÎTRE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES À LA DÉMOCRATISATION DE LA GOUVERNANCE AU NIGERIA

CIVIL LIBERTIES ORGANIZATION (CLO) – 7 500 \$

Le CLO est un groupe de défense des droits humains bien connu qui effectue un important travail : éducation sur les droits humains, action en justice, réseautage, publications et programmes facilitant l'autonomie et la prise en charge. Par son projet sur les droits des femmes, il cherche à sensibiliser le public et à promouvoir le respect des droits fondamentaux des femmes ainsi que la participation active de ces dernières au processus démocratique en cours au Nigeria. La subvention a été allouée pour financer ce projet.

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES : MOBILISATION ET INFORMATION

CIVIL LIBERTIES ORGANIZATION (CLO) – 7 500 \$

Cette subvention a pour but de financer la campagne sur la violence contre les femmes organisée par le Projet sur les droits des femmes (PDF) du CLO. Le PDF a créé un bureau où les victimes de violence peuvent déposer des plaintes et avoir accès aux services de consultants socio-psychologiques. Quatre ateliers ont été organisés à travers le pays sur la question de la violence sexuelle. La station de radio Ray Power diffuse aussi une tribune libre en direct où les victimes de violence partagent leurs expériences.

RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE

CIVIL LIBERTIES ORGANIZATION (CLO) – 7 500 \$

Le Legal Assistance Network, une initiative du service juridique du CLO, est un instrument d'intervention pour les avocats au Nigeria. Cette subvention a aidé le projet LAN à augmenter le nombre de défenseurs des droits humains au Nigeria, en offrant de l'aide juridique et en permettant l'organisation d'ateliers de formation et de sensibilisation pour les juges et les membres du Barreau sur les questions des droits humains et le droit relatif à l'intérêt public.

CONSEIL NATIONAL DES ONG DE DÉVELOPPEMENT DU CONGO – 5 000 \$

Le Conseil national des ONG de développement du Congo a été créé pour mettre en place un forum d'échanges et de coopération sur les questions de développement. Cette subvention a appuyé la Marche pour la paix du 6 août 1999 qui a mobilisé la société civile congolaise pour demander un cessez-le-feu, la fin de la violence et le début d'un processus de réconciliation nationale.

GERDDES-AFRIQUE – 35 000 \$

Basé à Cotonou, au Bénin, et présent dans plus de 32 pays africains, le GERDDES, un organisme d'observation et de promotion de la démocratie, travaille afin d'améliorer le développement économique et social du continent. Le Réseau africain non gouvernemental

d'alerte préventive des conflits (RANGAPC) est un organisme du GERDDES créé pour développer une expertise africaine dans le domaine de la médiation et de la prévention des conflits sociaux et politiques. Cette aide financière a été allouée à titre de soutien institutionnel au RANGAPC.

COALITION INTER-ÉGLISES SUR L'AFRIQUE (CIÉA) – 12 934 \$

La CIÉA a été fondée en 1982 par les Églises canadiennes pour promouvoir la justice sociale et économique et les droits humains en Afrique. Cette subvention a aidé la CIÉA à fournir à ses partenaires en Afrique des outils et de la documentation sur les droits humains pour qu'ils puissent intervenir plus efficacement auprès de leurs gouvernements respectifs. La CIÉA a tenu trois ateliers et publié une série de rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels en Afrique australe, sur les femmes et les droits économiques en Afrique, et sur la situation des droits humains au Kenya, au Nigeria et au Soudan. Elle a aussi rencontré des représentants du gouvernement du Canada et parrainé la participation de deux Africaines à la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

GROUPE DE RÉFLEXION ET D'ACTION FEMME, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT (GF2D), TOGO – 20 000 \$

Le GF2D, une association d'environ 30 femmes exerçant diverses professions, cherche à promouvoir la participation des femmes aux affaires publiques et dans l'arène politique. Il s'emploie à renforcer la capacité des femmes à jouer un rôle actif aussi important que celui des hommes dans les comités de développement villageois. Cette subvention a fourni un soutien au GF2D pour, notamment, la production de matériel d'éducation populaire, des ateliers de formation et des activités de suivi.

UNION NATIONALE DES SYNDICATS INDÉPENDANTS DU TOGO (UNSI) – 23 000 \$

L'UNSI regroupe 17 syndicats des secteurs public et privé, particulièrement du domaine de l'éducation et dans l'industrie, le textile et le commerce. Elle mobilise le mouvement syndical en vue de renforcer le rôle de la société civile dans le processus démocratique au Togo.

UNION INTERAFRICAINNE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) BURKINA FASO – 29 000 \$

Cette subvention constitue un appui institutionnel à l'UIDH, une ONG panafricaine bien connue réunissant 18 organismes nationaux qui défendent les droits humains et les droits des peuples à travers le continent. Elle est présente dans plusieurs pays et intervient sur des questions comme les mines antipersonnel, l'observation des élections, la prévention et la médiation des conflits et le renforcement de la société civile.

CENTRE FOR GOVERNANCE AND DEVELOPMENT (CGD) KENYA – 55 000 \$

Le CGD est un organisme non partisan du mouvement en faveur des droits humains et de la démocratie au Kenya dont l'objectif est de mobiliser des ressources pour l'institutionnalisation de la démocratie, des droits humains et des principes de bon gouvernement. Le CGD cherche à consolider le Parlement par des conférences et des ateliers régionaux, un centre de ressources, l'éducation civique et la promotion de la participation des femmes à tous les aspects de la vie publique.

COMMISSION AFRICAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES – 30 000 \$

La Commission africaine pour les droits de l'homme et des peuples est l'institution de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) chargée de la promotion et de la protection des droits humains et des peuples en Afrique. Elle fait de la recherche, organise des séminaires, visite certains pays africains et présente ses recommandations sur la protection et la promotion des droits humains. De plus, elle reçoit et examine les plaintes pour violations des droits et présente des rapports à la Conférence des chefs d'État de l'OUA. Cette subvention a été accordée pour soutenir le travail de la rapporteure spéciale sur les droits de la femme en Afrique qui, avec des ONG nationales, réunit des données sur la situation des femmes dans divers pays et intervient dans des cas particuliers, notamment en ce qui concerne les droits successoraux des femmes et les mutilations génitales.

KENYA HUMAN RIGHTS COMMISSION – 16 000 \$

La Kenya Human Rights Commission est un groupe d'intervention indépendant fondé en 1992 pour protéger et promouvoir le respect des droits humains fondamentaux tels qu'ils sont stipulés dans la constitution du Kenya et dans les conventions internationales. Elle fait enquête et publie des rapports sur les violations des droits humains au Kenya. Cette subvention a financé la préparation de la conférence de mai 2000 réunissant quelque 40 dirigeants de la société civile de l'Afrique orientale, centrale et australe pour développer une stratégie destinée à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka et le processus de paix en RDC.

amériques

En collaboration avec ses partenaires, Droits et Démocratie s'emploie à promouvoir les droits humains et le développement démocratique dans les Amériques, en apportant son soutien à la société civile, notamment les groupes de femmes et les groupes autochtones, en renforçant les institutions démocratiques telles que le système judiciaire et en encourageant les débats sur les droits humains et les questions liées à la démocratie.

Cette année, le programme Amériques a concentré ses efforts sur le Guatemala, Haïti, le Mexique et le Pérou. Il est intervenu auprès du gouvernement canadien, de certaines ambassades et d'autres gouvernements pour dénoncer la décision du Pérou de se retirer de la Cour interaméricaine et a organisé la visite de la Coordinadora Nacional de Derechos Humanos del Perú à Ottawa. De plus, il a administré un fonds spécial pour la consolidation de la paix au Guatemala, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et organisé des missions d'observation en Haïti et au Pérou. Les groupes consultatifs sur le Pérou, le Guatemala et le Mexique ont poursuivi leur travail au cours de l'année.

Cette année, le programme Amériques a mis en œuvre 24 projets (4 projets gérés par le personnel et 20 subventionnés) et administré le Fonds pour la recherche en politiques sociales axées sur la mise en œuvre des Accords de paix au Guatemala, pour un montant total de 432 897 \$.



MISSION D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS EN HAÏTI – 5 499 \$

En mars, une délégation d'ONG québécoises a séjourné en Haïti pour y observer les élections législatives. Bien que les élections aient été reportées, la délégation a décidé de poursuivre sa mission dans le but de renforcer le processus démocratique. Cette subvention a défrayé la participation de Jacques Champagne, un expert du développement international bien connu, en tant que représentant de Droits et Démocratie au sein de la mission. La mission a publié un rapport réclamant qu'on mette fin au climat de violence qui règne en Haïti et la désignation d'une nouvelle date pour les élections.

MISSION D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS AU PÉROU – 4 646 \$

Stéphanie Rousseau a été la représentante de Droits et Démocratie au sein d'une mission d'observation de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui a été présente sur le terrain avant, pendant et après les élections présidentielles et législatives péruviennes. Le deuxième tour des élections a eu lieu malgré un premier tour marqué au sceau d'irrégularités et d'allégations de fraude et d'intimidation. La mission a publié un rapport invitant la communauté internationale à surveiller toute aide au développement versée à des institutions du gouvernement péruvien accusées de détournements de fonds et d'achats de votes au profit de la campagne du président Alberto Fujimori contre Alfredo Toledo, un économiste jouissant d'un soutien populaire en raison de son identification avec les peuples autochtones du Pérou.

GROUPES CONSULTATIFS SUR LE GUATEMALA, LE PÉROU ET LE MEXIQUE – 20 884 \$

Cette année, les groupes consultatifs sur le Guatemala, le Pérou et le Mexique ont poursuivi leurs réunions trimestrielles regroupant des représentants du gouvernement canadien et d'organisations non gouvernementales. Les groupes ont pour but de permettre l'échange d'informations et d'améliorer le dialogue sur les droits humains, la démocratie, le commerce et la politique extérieure.

PRIMATE'S WORLD RELIEF AND DEVELOPMENT FUND ÉGLISE ANGLICANE DU CANADA – 34 650 \$

Droits et Démocratie a retenu les services d'Eleanor Douglas du Primate's Fund pour identifier quelles pourraient être les contributions des Canadiens et Canadiennes au dialogue de paix en Colombie. Celle-ci s'est rendue en Colombie où elle a rencontré des ONG canadiennes et des représentants du gouvernement désireux d'appuyer le processus de paix en Colombie. Droits et Démocratie fera le suivi des recommandations du rapport.

FONDS DE RECHERCHE EN POLITIQUES SOCIALES AXÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS DE PAIX AU GUATEMALA – 90 544 \$

Droits et Démocratie a administré un fonds spécial de recherche en politiques sociales au Guatemala financé par l'ACDI. Le Fonds vise à renforcer la capacité des organisations de la société civile à participer à la mise en œuvre des Accords de paix au Guatemala. Créé en mai 1998 avec un budget total de 400 000 \$ sur 18 mois, le Fonds a été administré au Guatemala par David Gairdner. Les projets du Fonds ont apporté un soutien aux organisations de la société civile effectuant des recherches et développant des propositions de politiques sociales liées au processus de paix. Ils ont contribué à l'émergence d'une nouvelle dynamique démocratique dans les relations entre l'État guatémaltèque et la société civile. La priorité a été donnée aux questions suivantes : réforme agraire, réforme du système d'éducation, participation politique et promotion du rôle des femmes dans la société. Parmi les organisations qui ont obtenu un appui cette année, on trouve le Centro de Investigación y Educación Popular (CIEP), la Commission nationale permanente sur les droits à la terre des peuples indigènes de la Coordinadora de organizaciones del Pueblo Maya de Guatemala (COPMAGUA), et le secteur femmes de la Asamblea de la Sociedad Civil. Le rapport final sera présenté à l'ACDI au début de 2001.

ASAMBLEA DE LA SOCIEDAD CIVIL (ASC) GUATEMALA – 5 000 \$

C'est par l'entremise d'un sommet national que l'ASC a su consolider les efforts de la société civile visant à faire pression sur tous les partis politiques afin qu'ils donnent la priorité à la mise en œuvre des Accords de paix au Guatemala plutôt que de s'en tenir à de simples promesses électorales. Une plate-forme d'action a été présentée aux chefs politiques en octobre 1999 à la veille des élections de novembre dernier.

CONSEJO DE ORGANIZACIONES MAYAS DE GUATEMALA (COMG), GUATEMALA – 18 000 \$

Le COMG est une coalition de 14 groupes œuvrant en faveur du développement du peuple maya. Le COMG fut la première organisation autochtone à publier un document définissant les droits des peuples autochtones. Cette subvention s'inscrit dans le cadre d'un engagement échelonné sur deux ans pour appuyer les efforts du COMG pour mettre en œuvre la Convention 169 de l'OIT ainsi que les dispositions des Accords de paix traitant des droits des peuples autochtones.

COORDINADORA DE ORGANIZACIONES DEL PUEBLO MAYA DE GUATEMALA (COPMAGUA), GUATEMALA – 20 000 \$

La COPMAGUA est une coalition de 856 organisations autochtones mandatée par les Accords de paix pour coordonner la participation des peuples autochtones à la mise en œuvre des Accords. Sa commission agraire (Comisión nacional permanente de tierras, CNPT) élabore un projet de loi agraire et environnementale portant particulièrement sur le droit à la terre, les protections juridiques et la promotion d'un développement rural durable.

GRUPO DE MUJERES MAYAS KAQLA, GUATEMALA – 20 000 \$

Fondé en 1996 et composé de groupes de femmes de diverses ethnies, Kaqla s'emploie à mieux faire connaître la situation des femmes mayas et à renforcer la participation des femmes dans la société et la vie politique guatémaltèques par la formation au leadership. Cette subvention a fourni un soutien institutionnel à Kaqla.

OFICINA DE DERECHOS HUMANOS, GUATEMALA – 2 155 \$

La Conférence des évêques du Guatemala et le Bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala ont parrainé trois jours d'activités commémorant l'assassinat de Mgr Juan José Gerardi, survenu le 24 avril 1998. Ce meurtre non élucidé illustre bien la fragilité du processus de paix de même que l'inefficacité du système judiciaire guatémaltèque. Cette subvention a financé la production de matériel de sensibilisation et de communication en appui à l'événement.

KAY FANM, HAÏTI – 20 000 \$

Cette ONG haïtienne de défense des droits des femmes fondée en 1985 se consacre principalement à l'aide aux victimes de violence en leur offrant un refuge de même que de l'aide juridique et médicale. De plus, elle s'emploie à sensibiliser le public aux droits des femmes et à revendiquer des lois pour mettre fin à la violence faite aux femmes. Cette subvention a fourni un soutien institutionnel à Kay Fanm.

INSTITUT CULTUREL KARL LÉVESQUE (ICKL), HAÏTI – 5 000 \$

L'ICKL est un centre de recherche et d'éducation qui cherche à favoriser la collaboration entre les institutions démocratiques et les mouvements populaires en Haïti. Cette subvention a permis à l'ICKL de promouvoir le rôle de la société civile en Haïti, particulièrement au chapitre du processus électoral.

PLATEFORME DES ORGANISATIONS HAÏTIENNES DES DROITS DE L'HOMME, HAÏTI – 25 000 \$

Ce réseau de neuf ONG milite pour le rétablissement de la démocratie et le respect des droits humains en Haïti. Fondée en 1991 après le coup d'État, la Plateforme demeure un organisme crédible de surveillance des droits

humains et un représentant majeur de la société civile haïtienne. Cette subvention a facilité l'organisation d'un réseau national d'observateurs des droits humains pour couvrir les élections partout au pays.

ALFORJA, MEXIQUE – 1 519 \$

ALFORJA est un réseau de centres d'éducation populaire qui s'emploie à renforcer la participation de la société civile au développement démocratique. Cette subvention a facilité l'organisation d'un atelier permettant aux groupes mexicains et centraméricains d'échanger des informations et de développer des stratégies communes pour influencer sur les politiques gouvernementales.

ALIANZA CÍVICA, MEXIQUE – 25 000 \$

Cette subvention a été accordée à titre de soutien organisationnel à cette ONG qui a pour mission d'encourager la tenue d'élections libres et justes. En vue des élections de juillet 2000, l'AC a contribué à mobiliser des groupes de citoyens pour documenter et dénoncer les irrégularités du processus électoral. De plus, grâce à ses réseaux d'enseignants, de journalistes, de travailleurs sociaux et d'artistes, l'AC a contribué à augmenter la participation du public au processus électoral mexicain.

COORDINADORA NACIONAL DE MUJERES INDÍGENAS, MEXIQUE – 15 000 \$

Ce réseau national cherche à promouvoir les droits des femmes autochtones au Mexique. Il organise des ateliers régionaux et nationaux sur les droits humains, la violence faite aux femmes et le leadership pour faire échec à la marginalisation dont elles sont victimes et encourager leur participation au processus démocratique. Par ailleurs, ce réseau documente et dénonce des cas spécifiques de violations des droits fondamentaux des femmes autochtones.

RED NACIONAL DE ORGANISMOS CIVILES DE DERECHOS HUMANOS « TODOS LOS DERECHOS PARA TODOS », MEXIQUE – 15 000 \$

Ce réseau de 49 ONG s'emploie à promouvoir les droits humains au Mexique à l'échelle nationale et internationale. Cette subvention a servi de soutien institutionnel en permettant de renforcer divers aspects du travail du secrétariat de coordination, notamment les communications externes et internes, la collecte de fonds, la documentation et la formation.

CONFERENCIA PERMANENTE DE PUEBLOS INDÍGENAS DEL PERÚ (COPPIP), PÉROU – 25 000 \$

Cette coalition d'organisations autochtones des régions de la Côte, de la Forêt et de la Sierra tente d'obtenir une reconnaissance de l'État et élabore des projets de loi destinés à protéger la culture autochtone. Cette subvention représente un appui institutionnel pour renforcer

les communications entre les organisations à travers le pays et former des dirigeants autochtones.

COORDINADORA NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS DEL PERÚ (CNDDHH), PÉROU – 10 000 \$

Fondée en 1985 et regroupant plus de 50 ONG, la CNDDHH cherche à promouvoir les droits humains et sensibilise le public. La Coordinadora mène une campagne destinée à convaincre le Pérou de respecter ses obligations internationales. En juillet 1999, le Pérou s'est retiré de la Cour interaméricaine des droits de l'homme à la suite d'un jugement de la Cour ordonnant un nouveau procès devant un tribunal civil pour quatre ressortissants chiliens condamnés par un tribunal militaire. Cette subvention a financé le travail d'intervention et de défense des droits de la CNDDHH.

MESA NACIONAL SOBRE DESPLAZAMIENTO Y AFECTADOS POR VIOLENCIA POLITICA (MENADES), PÉROU – 20 000 \$

MENADES s'occupe de la situation des populations déplacées et des autres victimes de la violence politique. Elle facilite le dialogue entre les ONG et entre la société civile et les gouvernements locaux. En outre, elle fait pression pour le rétablissement des institutions démocratiques dans les zones touchées par la guerre civile et élabore des propositions de loi sur cette question.

CENTRE POUR LA JUSTICE ET LE DROIT INTERNATIONAL (CEJIL) – 5 000 \$

Cette coalition de 10 organisations de droits humains du continent américain cherche à faire appliquer, sur le plan national, les normes internationales en matière de droits humains. C'est la première ONG à faciliter l'accès au système interaméricain des droits humains. Le CEJIL apporte son soutien aux victimes de violations des droits humains ainsi qu'aux ONG nationales et cherche à faire en sorte que les gouvernements aient à rendre compte en cas de non-respect de leurs obligations internationales. De plus, le CEJIL s'efforce de partager son expertise et son expérience en matière d'actions intentées devant le système interaméricain avec le plus grand nombre possible d'intervenants en droits humains.

COMITÉ LATINO-AMERICANO POR LA DEFENSA DE LOS DERECHOS DE MUJERES (CLADEM) – 20 000 \$

Ce réseau latino-américain de défense des droits des femmes cherche à intégrer une perspective sexospécifique dans la théorie et la pratique du droit relatif aux droits humains et surveille la performance de certains États en matière de respect du droit international, notamment en ce qui a trait à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Cette subvention a apporté un soutien institutionnel au CLADEM, un partenaire de longue date de Droits et Démocratie.

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE – GROUPE D'ORIENTATION STRATÉGIQUE SUR LES AMÉRIQUES (GOSA) – 5 000 \$

Le Groupe d'orientation stratégique sur les Amériques (GOSA) du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) rassemble des ONG, des Églises, des universitaires, des syndicats et d'autres groupes de solidarité de l'hémisphère américain pour échanger sur le développement et la justice sociale. Le GOSA accroît l'influence de ces groupes en renforçant les communications, en favorisant des actions concertées et en établissant des priorités et des stratégies de travail pour la région. Droits et Démocratie est un membre actif du GOSA.

COMITÉ INTER-ÉGLISES SUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE (ICCHRLA) – 20 000 \$

L'ICCHRLA est un regroupement d'Églises canadiennes actives dans le domaine de la justice sociale au Mexique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il a organisé avec Droits et Démocratie et le CEJIL un forum public sur les réformes à apporter au système interaméricain de défense et de promotion des droits humains, avant l'Assemblée générale de l'OEA en juin 2000 à Windsor (Canada).

asie

En collaboration avec ses partenaires, Droits et Démocratie s'emploie à promouvoir les droits humains et le développement démocratique en Asie. Au cours de l'année, il a amorcé et appuyé des projets sur les droits des femmes, le mouvement démocratique en Birmanie, la campagne régionale contre le recours abusif aux lois sur la sécurité nationale, la consolidation de la société civile en Indonésie, ainsi que les droits des travailleurs, notamment la liberté d'association et le droit de négociation collective. Il a travaillé principalement en Birmanie, en Indonésie, au Pakistan et en Thaïlande. Le programme Asie a réalisé 19 projets (3 projets gérés par le personnel et 16 subventionnés) pour un montant total de 354 101 \$.



ALTERNATIVE ASEAN NETWORK ON BURMA (ALTSEAN) – 10 000 \$

Le réseau ALTSEAN est formé de militants, d'ONG, d'universitaires et de représentants politiques de l'Asie du Sud-Est qui appuient les droits humains, la démocratie et la paix en Birmanie. Il aide les ONG de l'ANSEA à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils cessent de cautionner les dirigeants militaires de la Birmanie. L'ALTSEAN organise les réunions de coordination entre militants des droits humains, renforce la capacité des femmes birmanes et étrangères à constituer des réseaux et à faire de la promotion, soutient le lobbying mené par ses membres dans les pays de l'ANSEA, et renforce la capacité des médias et des militants des pays de l'ANSEA à défendre la cause de la Birmanie. Cette subvention représente un soutien institutionnel à l'ALTSEAN.

ASIA PACIFIC FACILITATING TEAM – 20 500 \$

Le Asia Pacific Facilitating Team coordonne les ONG de droits humains de la région Asie-Pacifique. Cette subvention l'a aidé à préparer son deuxième congrès des ONG de droits humains de la région Asie-Pacifique qui aura lieu en Indonésie au mois d'octobre 2000. De nombreux représentants du mouvement pour les droits humains discuteront de l'indivisibilité des droits humains, de l'intégration des femmes à la problématique des droits humains et des préparatifs pour la Conférence mondiale sur le racisme.

ASSOCIATES TO DEVELOP A DEMOCRATIC BURMA (ADDB) – 5 000 \$

L'ADDB, une ONG comptant plus de 40 membres dans 12 pays, fournit des informations sur les événements en Birmanie aux gouvernements, aux universitaires, aux décideurs politiques, aux médias, aux ONG et à la communauté birmane en exil, dans le but d'intensifier les pressions internationales pour le rétablissement de la démocratie et des droits humains en Birmanie. L'ADDB publie *Burma Alert*, un bulletin mensuel jouissant d'une grande crédibilité qui aborde l'actualité politique et économique en Birmanie et dans le monde. Cette subvention finance le projet de résolution de conflits de l'ADDB, qui étudie les solutions possibles à l'impasse politique en Birmanie.

THE BURMA FUND – 26 000 \$

Le Burma Fund est une ONG qui se consacre à consolider le mouvement démocratique de la Birmanie. Cette subvention l'a aidé à créer des liens essentiels entre les organisations démocratiques s'intéressant à la Birmanie.

BURMA ISSUES – 16 000 \$

Burma Issues est une ONG basée à Bangkok œuvrant pour le rétablissement de la démocratie en Birmanie et dont les bureaux se trouvent des deux côtés de la frontière birmano-thaïlandaise (lorsque les conditions de sécurité s'y prêtent). En plus de répondre aux besoins de formation et de solidarité des militants, Burma Issues fournit à la communauté internationale des informations

dignes de foi sur les violations des droits humains en Birmanie. Cette subvention représente un soutien institutionnel visant à consolider les activités de recherche et d'information de Burma Issues.

BURMESE WOMEN UNION (BWU) – 10 000 \$

Fondée en 1988 par des étudiantes réfugiées à la frontière avec la Thaïlande, la BWU mobilise les Birmanes habitant la région frontalière ou à l'étranger. Elle collabore avec des groupes de femmes dans divers pays et organise des programmes de formation et des ateliers pour sensibiliser les femmes aux droits humains et à la démocratie. Ces efforts visent aussi à développer leurs qualités de dirigeantes afin qu'elles occupent des postes de direction dans leur communauté. La subvention représente un soutien institutionnel.

BURMA DONORS MEETING

BURMA INFORMATION GROUP – 2 413 \$

Ce projet géré par le personnel a permis à un représentant du Burma Information Group d'assister à la réunion des pays et organisations qui appuient financièrement le mouvement pour la démocratie en Birmanie, qui a eu lieu en juin 1999. Cette réunion annuelle permet d'informer les donateurs sur la situation en Birmanie et contribue à établir les priorités de travail des groupes démocratiques. Le Burma Information Group diffuse des informations sur les violations des droits humains en Birmanie et publie la revue mensuelle *Irrawaddy*.

CANADIAN FRIENDS OF BURMA (CFOB) – 15 000 \$

Fondé en 1990 à des fins de sensibilisation, le CFOB est la meilleure source de renseignements sur la Birmanie au Canada. Il achemine l'aide humanitaire aux peuples de la Birmanie et s'emploie à influencer sur la politique extérieure du Canada. Le CFOB prône la création d'un comité parlementaire sur la Birmanie et intensifie ses efforts au sein des groupes de citoyens pour l'adoption de sanctions contre les entreprises canadiennes et étrangères qui ont des activités en Birmanie. Cette subvention représente un soutien institutionnel au CFOB.

GOUVERNEMENT DE COALITION NATIONALE DE L'UNION DE BIRMANIE (NCGUB) – 60 000 \$

Le gouvernement en exil de la Birmanie, le NCGUB, fut formé en décembre 1990 lorsque le régime militaire a refusé de céder le pouvoir aux représentants élus de l'Assemblée du peuple birman. Le NCGUB a su exprimer avec succès les aspirations démocratiques du peuple birman sur le plan international. Il bénéficie d'un soutien politique considérable de la part du Parlement européen, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la France, de la Norvège, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis. Cette subvention représente un soutien institutionnel au NCGUB.

APPUI AU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE EN BIRMANIE – 14 327 \$

Cette année, Droits et Démocratie a décerné le prix John-Humphrey pour la liberté à la Dr Cynthia Maung et au prisonnier politique Min Ko Naing. Voulant tirer le plus

grand parti possible de la visite de la Dr Maung et d'autres militants birmans, Droits et Démocratie a mis sur pied ce projet géré par le personnel. Ce projet a aidé le NCGUB à faire adopter par l'Assemblée nationale du Québec une résolution d'appui au Comité représentant le parlement populaire de la Birmanie (CRPP) ; il a permis à des représentants du gouvernement fédéral de rencontrer le Premier ministre en exil, le Dr Sein Win, ainsi que Mme Maung, et de lancer une campagne pour la libération de Min Ko Naing par la voie d'une annonce publiée dans le *International Herald Tribune*, édition Asie-Pacifique, le 10 décembre 1999.

FORUM ASIA – 15 000 \$

Forum Asia partage expertise et expériences avec environ 25 autres organisations de droits humains en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, afin d'intervenir plus efficacement contre les violations de droits humains dans la région. Il s'emploie à consolider la capacité des ONG et des militants locaux à promouvoir et à défendre les droits humains. En outre, il mène des campagnes thématiques ou centrées sur des pays précis. Cette subvention représente un soutien institutionnel à Forum Asia.

CANADIANS CONCERNED ABOUT ETHNIC VIOLENCE IN INDONESIA (CCEVI) – 1 000 \$

En mai 1999, le romancier indonésien Pramoedya Ananta Toer a fait une visite de sensibilisation au Canada sur le thème des violations des droits humains et des problèmes actuels en Indonésie. Le CCEVI est une coalition d'individus et de groupes communautaires qui sensibilise le public sur la situation actuelle des droits humains en Indonésie.

VISITE AU CANADA DE MUCHTAR PAKPAHAN ET OBSERVATION DES ÉLECTIONS EN INDONÉSIE, SBSI – 3 861 \$

Ce projet géré par le personnel a permis de financer la visite au Canada de Mughtar Pakpahan, leader du plus important syndicat indépendant d'Indonésie et prisonnier politique libéré à la suite d'une campagne internationale de cartes postales menée par Droits et Démocratie, le Congrès du travail du Canada et Amnesty International. Il a également permis à Droits et Démocratie de participer au processus d'observation des élections en Indonésie.

TAPOL – 12 000 \$

Cette subvention représente un soutien institutionnel pour TAPOL, une ONG basée à Londres qui mène une campagne mondiale contre les violations des droits humains commises par le gouvernement indonésien et qui revendique en particulier la libération des prisonniers politiques. Elle concentre ses efforts sur le renforcement d'une société civile peu développée aux prises avec une armée puissante et un système judiciaire corrompu.

WORKING WOMEN ORGANIZATION (WWO), PAKISTAN – 15 000 \$

La WWO est une ONG entièrement administrée par des travailleuses (enseignantes et ouvrières d'usine) qui luttent pour faire changer les lois et les pratiques relatives

aux normes du travail et qui fournissent un appui aux travailleuses victimes d'exploitation. La WWO soutient notamment les travailleuses industrielles, agricoles et des fours à briques, ainsi que les résidentes des bidonvilles. Cette subvention a permis à la WWO d'embaucher une permanente affectée à la collecte de fonds.

HUMAN RIGHTS COMMISSION OF PAKISTAN – 40 000 \$

La Commission des droits humains du Pakistan suit attentivement les cas de violations des droits humains et cherche à obtenir réparation par des campagnes publiques, le lobbying, des ateliers de formation et des missions d'enquête. Ce projet a fait suite à l'étude et à l'atelier de Droits et Démocratie sur le développement démocratique au Pakistan. L'aide financière a facilité l'organisation d'une rencontre de personnalités invitées à se pencher sur le problème des minorités religieuses en Asie du Sud et à proposer des actions collectives pour tenter de régler la question.

COORDINATING COMMITTEE OF HUMAN RIGHTS

ORGANIZATIONS OF THAILAND (CCHROT) – 26 000 \$

Le CCHROT est une coalition de sept importantes ONG de droits humains en Thaïlande. La coalition met en commun les ressources et l'expérience de ses membres actifs à la base afin de protéger et promouvoir les droits humains sur le plan national. Elle poursuit sa campagne pour la création d'une commission nationale des droits humains. Ce projet est le fruit de l'étude et de l'atelier de Droits et Démocratie sur le développement démocratique en Thaïlande. Cette subvention finance les activités du CCHROT destinées à consolider les institutions démocratiques.

FRIENDS OF WOMEN FOUNDATION (FOW) – 40 000 \$

La FOW cherche à sensibiliser le public à la discrimination à l'égard des femmes et à promouvoir leur statut de citoyennes à part entière dans leur communauté. Elle a fondé GROWNET, un ensemble de réseaux urbains et régionaux qui tentent d'accroître la participation des femmes à la prise de décision locale, de changer les politiques gouvernementales discriminatoires à l'égard des femmes et d'améliorer leur qualité de vie. Ce projet fait suite à l'étude et à l'atelier de Droits et Démocratie sur le développement démocratique en Thaïlande.

APPUI À LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES DE L'AN 2000

ALTERNATIVE ASEAN NETWORK ON BURMA ET LE SLUM WOMEN'S NETWORK DEVELOPMENT PROJECT (SWON) DE THAÏLANDE – 22 000 \$

Cette subvention a fourni un appui financier à deux ONG, l'ALTSEAN et le SWON, pour promouvoir la Marche mondiale des femmes et assurer la participation des femmes thaïlandaises et birmanes. La Marche mondiale vise à attirer l'attention sur la pauvreté et sur toutes les formes de violence faite aux femmes. Un programme d'action sera présenté à l'ONU le 17 octobre 2000.

canada

Droits et Démocratie appuie des ONG et des réseaux canadiens ayant un mandat international ou régional pour renforcer leur capacité de mettre en œuvre ou d'améliorer les programmes internationaux d'éducation en matière de droits humains et de développement démocratique. Parmi les organisations qui ont reçu des subventions, on trouve le Réseau international des droits de la personne, la Ligue des droits et libertés, Human Rights Internet, l'Association des juristes canadiens pour le respect des droits de la personne dans le monde (AJCRDPM), l'Association canadienne pour les Nations Unies, B'nai Brith Canada, le Groupe de travail Canada-Asie et l'InterAmicus de l'Université McGill. Au cours du dernier exercice, le programme Canada a appuyé 10 projets subventionnés, pour un montant total de 90 000 \$. Au cours du prochain exercice, le soutien institutionnel aux partenaires canadiens relèvera d'une des priorités thématiques de Droits et Démocratie.

international

Le programme international de Droits et Démocratie fournit un soutien institutionnel à des ONG de pays en développement pour leur permettre d'intervenir dans la communauté internationale, par exemple au sein du système des droits humains des Nations Unies ou au sein d'autres organes régionaux. Le Fonds d'accès international, un projet géré par le personnel, fournit un appui financier aux ONG pour les aider à accéder aux mécanismes et organes régionaux et internationaux de défense des droits humains et surveiller leur travail. Parmi ces mécanismes, on trouve notamment la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le Comité des droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Groupe de travail de l'ONU sur les populations autochtones, la Commission africaine pour les droits de l'homme et des peuples, le système interaméricain des droits de l'homme et l'Assemblée générale de l'OEA.

Cette année, le programme international de Droits et Démocratie a accordé trois subventions pour un montant total de 41 024 \$. Le principal bénéficiaire a été le International Service for Human Rights qui offre des services de formation aux ONG du Sud.

STAGES POUR LES JEUNES CANADIENS

Dans le cadre d'un programme du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et dans une grande mesure grâce à la contribution financière de ce ministère, Droits et Démocratie a offert à cinq Canadiens et Canadiennes âgé(e)s de 18 à 30 ans des stages dans les domaines de la coopération internationale, des droits humains et du développement démocratique.

Le Centre tient à profiter de cette occasion pour remercier chacun et chacune d'entre eux pour le travail remarquable qu'ils ont accompli et souligner leur dévouement exemplaire pour la cause des droits humains. Il s'agit de Bernard Duhaime, qui a travaillé à l'Organisation internationale du travail; Angela Laird, à la Coordinadora nacional de mujeres indígenas de Panamá (CONAMUIP); Fred Leung, au *China Labour Bulletin*; Deanna Matzanke, à la Federation of Women Lawyers FIDA-Kenya, et Hasit Thankey, au Commonwealth Human Rights Initiative.

PRIX JOHN-HUMPHREY POUR LA LIBERTÉ 1999

Chaque année, Droits et Démocratie décerne le Prix John-Humphrey pour la liberté à une organisation non gouvernementale (ONG) ou à une personne pour son travail exceptionnel dans la défense et la promotion des droits humains ou dans le développement démocratique. Le Prix comporte une subvention de 25 000 \$ et une tournée de conférences dans plusieurs villes canadiennes pour sensibiliser le public au travail du lauréat ou de la lauréate dans le domaine des droits humains.

La Dr Cynthia Maung, de Birmanie, a reçu le Prix John-Humphrey pour la liberté de 1999 à Montréal le 10 décembre, Journée internationale des droits humains. Elle a invité la communauté internationale à participer à « la lutte contre la dictature militaire en Birmanie et à retenir toute aide qui pourrait être utilisée par le régime pour maintenir son emprise sur le pouvoir ». Min Ko Naing, prisonnier politique et co-lauréat du Prix, qui a passé la majeure partie des 10 dernières années en isolement cellulaire, a aussi été honoré. Son prix est détenu en fiducie en attendant sa libération. Dans une annonce publiée dans le *International Herald Tribune* (édition Asie-Pacifique), Droits et Démocratie, en coopération avec ses partenaires, a demandé à la Birmanie de libérer Min Ko Naing ainsi que tous les autres prisonniers politiques.



PUBLICATIONS RÉCENTES

Protection des droits humains et mondialisation de l'économie : un défi pour l'OMC, par Robert Howse et Makau Mutua.

Méthodologie de recherche sexospécifique, par Agnès Callamard, publié en 1999 par Droits et Démocratie, en collaboration avec Amnesty internationale-Canada et le Secrétariat international d'Amnesty International de Londres.

Documenter les violations des droits de la personne par les agents de l'État : la violence sexuelle, par Agnès Callamard, publié en 1999 par Droits et Démocratie en collaboration avec Amnesty internationale-Canada et le Secrétariat international d'Amnesty International de Londres.

Les femmes et la consolidation de la paix, par Dyan E. Mazurana et Susan R. McKay.

De la sécurité nationale à la sécurité citoyenne : la société civile et l'évolution de la conception de l'ordre public, par Rachel Neild, 1999.

Les motifs de l'art des femmes autochtones : atelier continental de formation sur les droits de propriété intellectuelle, Ottawa, du 21 au 24 avril 1999.

Droits et Démocratie publie également *Libertas*, son bulletin d'information trimestriel, ainsi qu'un bulletin d'information électronique sur les droits des femmes en situation de conflits.

CENTRE DE DOCUMENTATION

Le Centre de documentation de Droits et Démocratie abrite une vaste collection de documents et de publications sur les droits humains et la démocratie, notamment des monographies, des rapports d'ONG, des périodiques et des bulletins, de la documentation des Nations Unies et des outils de référence. La collection compte plus de 15 000 documents, dont beaucoup se rapportent aux priorités géographiques et thématiques de Droits et Démocratie. Le Centre de documentation est ouvert au public.

Droits et Démocratie est membre du réseau Canada-US Human Rights Information and Documentation Network (CUSHRID Net), lui-même affilié au réseau international HURIDOCS. Le réseau HURIDOCS se propose de favoriser l'échange d'idées et de renseignements entre les personnes et les organismes qui font du travail de documentation et d'information sur les droits humains en Amérique du Nord.